

Vouloir sauver l'Europe par le couple franco-allemand est-il encore réaliste ?



Ce 22 janvier 2019, Emmanuel Macron et Angela Merkel signent un nouveau traité de coopération et d'intégration franco-allemand à Aix-la-Chapelle, dans une logique de poursuite d'une politique du moteur franco-allemand.

Avec Cyrille
Bret

Atlantico : Ce 22 janvier 2019, Emmanuel Macron et Angela Merkel signeront un nouveau traité de coopération et d'intégration franco-allemand à Aix-la-Chapelle, dans une logique de poursuite d'une politique du moteur franco-allemand. Dans quelle mesure peut-on considérer cette stratégie du couple franco-allemand comme "supérieure" à une logique d'avancée commune d'une Europe à 28 ?

Cyrille Bret : A l'heure actuelle, seul le moteur franco-allemand peut relancer la lourde berline de l'Union à 28 conducteurs où se sont glissés de nombreux passagers clandestins populistes. La démarche franco-allemande atteste d'un pragmatisme politique et d'un élan historique. L'Europe des 28 Etats membres est aujourd'hui paralysée. Il lui faut un élan et c'est du couple franco-allemand qu'il peut venir.

L'Union des 28 Etats membres est aujourd'hui paralysée par de nombreux facteurs. La pente est forte, les freins sont nombreux et les virages très raides.

Premièrement, les institutions l'Union européenne arrivent à la fin d'un cycle. La 8ème mandature du Parlement européen, instance démocratiquement élue au suffrage universel direct et à la proportionnelle va clore ses travaux avant d'être renouvelé entre le 23 et le 26 mai par tous les citoyens de l'Union européenne. A l'heure actuelle, ce ne sont ni les parlementaires européens, ni les groupes politiques européens, ni la Commission européenne qui peuvent relancer les travaux de la construction européenne mais les Etats membres volontaires.

Deuxièmement, l'Europe est aujourd'hui médiatiquement dominée par les thématiques nationalistes, souverainistes et populistes. Des leaders comme le ministre de l'intérieur Italien, vice-président du conseil, Matteo Salvini, élu l'année dernière et le Premier ministre hongrois Viktor Orban accaparent le débat européen. Ils font croire aux citoyens que les principaux problèmes de l'Union sont les vagues d'islamisation de la société, la submersion migratoire ou encore l'oligarchie bruxelloise. On sait bien que les vagues de migration ont considérablement baissé depuis 2015. On sait aussi que l'Europe ne subit pas d'islamisation – encore moins dans des pays catholiques comme l'Italie, la Hongrie ou la Pologne. C'est donc aux leaders les plus attachés aux valeurs humanistes, à une approche rationnelle des questions migratoires et aux piliers de l'Union qu'il faut prendre l'initiative. C'est tout l'objet de la rencontre de demain.

Aujourd'hui, les leaders nationalistes hongrois, polonais et italiens sont des passagers clandestins d'un véhicule dont il profite sans

vouloir assumer leur part dans son pilotage. Les économies hongroises et polonaises veulent de la solidarité européenne sous la forme de fonds structurels. Mais Viktor Orban veut conserver le pouvoir en niant l'Etat de droit et en refusant tout contrôle de fonds qui font l'objet de détournements pointés par les instances européennes.

Une avancée à 28 signifie-t-elle mécaniquement blocage institutionnel de l'Union ? N'y-a-t-il pas un risque à continuer à travailler selon une logique de couple franco-allemand dans un contexte de remise en question du mode de fonctionnement de l'UE ou est-ce que le recours au couple franco-allemand peut justement apparaître comme une méthode de sortie de crise ?

Cyrille Bret : le couple franco-allemand ne constitue ni un directoire ni une oligarchie ni un clan à l'intérieur de l'Union. Comme je le mentionnais plus haut, la République française et la République fédérale allemande ont un engagement historique au service de la construction européenne. Sans les 26 autres Etats membres, rien n'est possible. Mais sans le couple franco-allemand, bien peu de choses se font en Europe. C'est le couple franco-allemand qui a mis constamment l'accent sur la vocation pacificatrice de l'Europe. C'est le dialogue et parfois les tensions entre le couple franco-allemand qui met sur le devant de la scène européenne des questions qui sont délicates et essentielles. Ainsi, le droit de la concurrence européen garantit la protection des consommateurs et des entrepreneurs contre les prix des monopoles, contre la domination des marchés par les cartels... Ce n'était pas une position naturelle à la France, légitimement attachée aux services publics. Mais c'est le dialogue avec l'Allemagne dans le couple franco-allemand qui a conduit la France à lutter contre les abus de l'absence de concurrence. En retour, l'Allemagne évolue sur les questions de sécurité grâce à ces échanges politiques avec la France.

Tous les Etats membres ont leur contribution à apporter à la construction européenne : la Pologne porte la voix du respect d'une souveraineté nationale chèrement reconquise ; l'Italie a toujours mis en avant la fonction modératrice des idéaux démocrates-chrétiens sur la scène européenne ; les Etats du grand élargissement de 2004 portent les aspirations de liberté de peuples longtemps opprimés par de grands empires, etc.

Mais aujourd'hui, alors que la crise politique saisit l'Europe, le couple franco-allemand n'a aucune raison de laisser l'espace aux populistes qui cherchent à maintenir ou conquérir le pouvoir chez eux en ruinant des efforts séculaires de convergence.

Quelle pourrait-être l'alternative à la poursuite de cette logique, tout en privilégiant une efficacité du processus rendue plus difficile par l'élargissement de l'Union, et qui serait "acceptable" pour tous ?

Cyrille Bret : le problème n'est pas l'élargissement mais le nationalisme autoritaire. Plus l'Europe est large, plus elle rayonne et se développe. Le véritable obstacle au débat européen constructif, c'est la volonté de partis comme le Fidesz, la Ligue, les Vrais Finnois, etc. de gagner les prochaines élections en bradant l'essentiel.

En revanche, le couple franco-allemand ne peut pas tout faire et ne doit pas tout faire. Il doit convaincre les électeurs, les citoyens de tous les Etats de l'Union européenne de la validité de ses pistes d'action. Ce qui est franco-allemand n'a pas de valeur en soi. Ce qui est essentiel, c'est de développer partout dans les 28 sociétés, les 28 peuples, les 28 cultures, les 28 électorsats le désir d'améliorer l'Europe et non pas de la rompre.

>>> Lire aussi [:Traité d'Aix-la-Chapelle : la France est-elle en train de renouveler avec l'Allemagne l'erreur de François Mitterrand au moment de la réunification ?](#) <<<